

**Audience publique du 26 octobre 2011**

Recours formé par la société anonyme ... S.A., ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière de bonification d'impôt pour investissement

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 25670 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2009 par Maître François Collot, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à L-..., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro ..., tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 janvier 2009, numéro ..., portant rejet de sa réclamation contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités ainsi que les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu des années 2004, 2005 et 2006, tous émis le 4 juin 2008 et, « *pour autant que de besoin, contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal* » pour les années 2004, 2005 et 2006 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 septembre 2009 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître François Collot déposé au greffe du tribunal administratif le 15 octobre 2009 pour le compte de la société anonyme ... S.A. ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Fanny Mazeaud, en remplacement de Maître François Collot, et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 décembre 2009 ;

Vu l'avis du tribunal administratif du 8 juin 2010 ayant prononcé la rupture du délibéré et ayant fixé l'affaire au rôle général en attendant l'issue d'une affaire ayant trait en substance à la même problématique renvoyé sur question préjudicielle devant la Cour de Justice de l'Union européenne ;

Vu le mémoire supplémentaire de Maître François Collot, intitulé mémoire en réplique, déposé au greffe du tribunal administratif le 25 février 2011 pour le compte de la société anonyme ... S.A. ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire ainsi que Maître Anne Mertens, en remplacement de Maître François Collot, et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 mars 2011.

---

La société ... S.A., ci-après dénommée « la société ... », avec siège social au Luxembourg, exploite depuis le Luxembourg deux bateaux destinés à la navigation fluviale dans le cadre de son activité de soutage de navires de mer avec de l'huile lourde dans les ports du régio Anvers-Amsterdam. Pour les exercices des années 2004 à 2006, elle entendit bénéficier des bonifications d'impôt pour investissement sur base de l'article 152bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ci-après dénommée « L.I.R. ». Cependant l'administration des Contributions directes, à travers les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement des années 2004, 2005 et 2006, tous émis le 4 juin 2008, refusa de faire droit à cette demande au motif que les navires sont utilisés exclusivement à l'étranger.

En date du 25 juin 2008, la société ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2004, 2005 et 2006 ainsi que les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement des années 2004, 2005 et 2006, tous émis le 4 juin 2008.

Par décision du 29 janvier 2009, n° ... du rôle, le directeur refusa de faire droit à la réclamation précitée pour les motifs et considérations suivants :

*« [...] Vu la requête introduite le 25 juin 2008 par Maître François COLLOT, au nom de la société anonyme ..., avec siège social à L-..., pour réclamer contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités ainsi que les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) des années 2004, 2005 et 2006, tous émis le 4 juin 2008 ;*

*Vu le dossier fiscal ;*

*Vu les §§ 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO) ;*

*Considérant que si l'introduction de plusieurs instances par une seule et même requête n'est incompatible, en l'espèce, ni avec le secret fiscal, ni avec les règles de compétence et de procédure, elle ne dispense pas d'examiner chaque acte attaqué en lui-même et selon ses propres mérites et ne saurait imposer une jonction qu'il est loisible au directeur des contributions de prononcer lorsque des instances lui paraissent suffisamment connexes (Conseil d'État 6.2.1996 n°8925) ;*

*qu'en conséquence la présente décision portera sur les réclamations contre les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement des années 2004, 2005 et 2006, les réclamations contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2004, 2005 et 2006 étant disjointes pour être vidées séparément, sous le n° ... du rôle ;*

*Considérant que les réclamations ont été introduites par qui de droit dans les forme et délai de la loi, qu'elles sont partant recevables ;*

*Considérant que la réclamante fait grief au bureau d'imposition d'avoir refusé la bonification d'impôt pour investissement ;*

*Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, la loi d'impôt étant d'ordre public ;*

*Qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé ; qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique ;*

*Considérant qu'en vertu de ses statuts, la réclamante a pour objet social l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de bateaux dans la navigation fluviale, ainsi que toutes opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement ;*

*Considérant que la réclamante a acheté en 2000 un navire dénommé ... pour la somme de 45.300.000 francs qu'elle a amorti sur une durée de 15 ans ; qu'elle a acheté en 2004 un navire d'occasion dénommé ... pour la somme de 1.850.000 euros qu'elle a amorti sur 12 ans ; qu'elle a demandé les bonifications d'impôt suivantes :*

	<i>Bonification d'impôt pour investissement complémentaire</i>	<i>Bonification d'impôt pour investissement global</i>
2004	165.417,53 euros	43.458,80 euros
2005	118.140,20 euros	0 euro
2006	0 euro	0 euro

*Considérant que pour les années litigieuses le bureau d'imposition a refusé la déduction de la bonification d'impôt au motif que les navires seraient exclusivement utilisés à l'étranger ;*

*Considérant que l'article 152bis L.I.R. prévoit en son premier paragraphe que les investissements pour lesquels le contribuable demande une bonification d'impôt doivent entre autres être mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois ; qu'en vertu de l'article 107 de la loi du 17 juin 1994 modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime cette condition ne doit cependant pas être remplie dans le chef des entreprises maritimes agréées, telles que définies à l'article 129 de la même loi, en ce qui concerne les navires utilisés en trafic international ;*

*Considérant qu'en vertu des articles 129 à 139 de la loi susvisée, toute entreprise maritime qui s'établit à Luxembourg devra avant de commencer ses activités être agréée par le ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions ; que la liste des entreprises maritimes agréées ainsi que celle des personnes physiques ou morales agréées comme dirigeants de pareilles entreprises sont publiées au Mémorial ;*

*Considérant que ni la réclamante ni un de ses dirigeants ne se trouvent sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes jusqu'au 30 septembre 2000, publiée au Mémorial B – n°49 du 21 novembre 2000, sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes jusqu'au 31 décembre 2000, publiée au Mémorial B – n°18 du 12 mars 2001, sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes jusqu'au 30 septembre 2002, publiée au Mémorial B – n°84 du 31 décembre 2002, sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2004, publiée au Mémorial B – n°39 du 17 juin 2004, sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes jusqu'au 30 juin 2006, publiée au Mémorial B – n°83 du 15 décembre 2006 et sur la liste des agréments délivrés aux entreprises maritimes et aux dirigeants d'entreprises maritimes jusqu'au 31 juillet 2007, publiée au Mémorial B n°69 du 7 septembre 2007 ;*

*Considérant, dès lors, que ni la réclamante ni un de ses dirigeants ne disposent d'un agrément d'entreprise maritime au Luxembourg ; que l'article 107 de la loi du 17 juin 1994 modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime n'est donc pas applicable en l'espèce ;*

*Considérant que la condition de la mise en œuvre physique sur le territoire luxembourgeois du bien d'investissement requise par le premier paragraphe de l'article 152bis L.I.R. doit être remplie ; que l'instruction du dossier a cependant révélé que le navire dénommé ... et le navire dénommé ... sont utilisés par la réclamante « pour son activité de soutage (bunkering) de navires de mer avec de l'huile lourde dans les ports du régió Anvers-Amsterdam (ARA range) » ; que les navires ne sont donc pas mis en œuvre sur le territoire luxembourgeois et que les conditions prévues par l'article 152bis L.I.R. ne sont pas remplies ; qu'il y a lieu de refuser la bonification d'impôt pour investissement ;*

#### **PAR CES MOTIFS**

*reçoit les réclamations en la forme ;*

*les rejette comme non fondées. [...] »*

Par requête déposée le 23 avril 2009 au greffe du tribunal administratif, la société ... a fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision directoriale précitée du 29 janvier 2009 et « pour autant que de besoin contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal » pour les années 2004, 2005, et 2006.

Force est de relever que la seule décision utilement attaquée est celle qui figure dans le

dispositif de la requête introductive d'instance.<sup>1</sup>

En l'espèce, alors même que la requête introductive d'instance énonce être dirigée pour autant que de besoin contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2004 à 2006, elle ne vise dans son dispositif que la décision directoriale relative à la bonification d'impôt pour investissement du 29 janvier 2009 précitée, de sorte qu'il y a lieu de conclure que cette dernière décision est la seule utilement déférée dans le rôle sous analyse.

Cette conclusion n'est pas éternuée par le fait que la demanderesse a versé parmi ses pièces en annexe à sa requête introductive d'instance une décision du directeur du 26 mars 2009 portant rejet d'une réclamation dirigée contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et les bulletins de la base d'assiette de l'impôt commercial communal des années 2004, 2005 et 2006, étant donné qu'il ressort clairement des termes de la requête introductive d'instance qu'elle vise la prédite décision directoriale du 29 janvier 2009 portant sur les bulletins de la fixation de la bonification d'impôt pour investissement des années 2004 à 2006.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes ayant statué sur les mérites d'une réclamation dirigée contre des bulletins d'impôts. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Partant, il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, la partie demanderesse fait valoir que l'article 152bis L.I.R. imposerait un certain nombre de conditions pour bénéficier de la bonification d'impôt pour investissement dont une seule serait litigieuse en l'espèce, à savoir celle de savoir si l'investissement litigieux devait être mis en œuvre physiquement au Luxembourg exception faite pour les entreprises de navigations maritimes exerçant une activité de trafic international et qui sont agréées au Grand-Duché de Luxembourg. Elle explique que son activité et son objet social concerneraient le domaine fluvial et non le domaine maritime, étant donné que son activité ne serait pas exercée en haute mer, mais entre ou dans les ports ou à l'embouchure des fleuves et que ses bateaux ne seraient ni conçus ni agréés pour naviguer en haute mer. Il s'ensuivrait qu'elle ne saurait être considérée comme une entreprise maritime éligible à un agrément ministériel afférent, de sorte qu'elle ne pourrait pas entrer dans le champ d'application de l'exception posée par l'article 152bis L.I.R.

Elle fait en outre valoir que l'interprétation du directeur de l'article 152bis L.I.R. serait contraire au principe de la libre prestation des services au sein de l'Union européenne. En effet, elle estime que dans la mesure où ses bateaux seraient affectés à son bilan au Luxembourg, qu'ils

---

<sup>1</sup> Cf. TA 17 décembre 2001, n° 12830 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n° 272 et les références y citées.

seraient utilisés dans le cadre d'une activité exclusivement imposable au Luxembourg et ne seraient pas affectés à un établissement stable situé à l'étranger, le refus de la bonification d'impôt reviendrait à lui accorder des conditions fiscales moins favorables que celles accordées aux sociétés exerçant la même activité et prestant celle-ci à l'intérieur des frontières luxembourgeoises. Or, le droit communautaire interdirait aux Etats membres de prendre des mesures fiscales ayant pour effet d'entraver la libre prestation de services à l'intérieur de l'Union européenne, sauf si elles avaient pour but d'éviter la fraude ou l'évasion fiscale et étaient proportionnées au but poursuivi. En l'espèce, la demanderesse serait pleinement imposable au Luxembourg, ne disposerait pas d'établissement stable à l'étranger, mais disposerait uniquement de navires à l'étranger pour sa propre activité, de sorte qu'elle ne saurait être frappée par une discrimination ayant pour but d'éviter les fraudes ou l'évasion fiscales. Elle en conclut que l'article 152bis L.I.R. serait contraire à l'article 59 du traité de Rome.

Le délégué du gouvernement rétorque que la demanderesse ne remplirait pas les conditions légales requises pour être admise au bénéfice de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis L.I.R. D'autre part, il estime qu'il n'y aurait aucune discrimination en l'espèce dans la mesure où cette notion ne s'appliquerait en droit communautaire qu'entre ressortissants de plusieurs Etats membres, ce qui ne serait pas le cas en l'espèce. L'article 59 du traité de Rome serait dès lors inapplicable en l'espèce. Finalement, il fait valoir qu'il n'y aurait ni violation de l'article 49 du traité de Rome, aux termes duquel les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union européenne seraient interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres établis dans un pays de la Communauté autre que celui du destinataire de la prestation, ni violation de l'article 50 dudit traité en vertu duquel le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans le pays où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ce pays impose à ses propres ressortissants.

Dans son mémoire en réplique la demanderesse rappelle que la bonification d'impôt pour investissement lui a été refusée, d'un côté, au motif qu'elle ne disposerait pas de l'agrément maritime et, de l'autre côté, au motif que l'investissement litigieux ne serait pas mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois.

Quant au premier motif de refus précité, elle souligne ne pas être une entreprise maritime et en conséquence ne pas pouvoir être agréée comme telle, étant donné que ses bateaux ne seraient pas des navires de mer mais des bateaux fluviaux. Elle en conclut que l'administration des Contributions directes ne saurait conditionner l'acceptation de la bonification d'impôt pour investissement à un agrément qu'elle ne serait pas en droit d'obtenir.

Quant au deuxième motif de refus précité, elle fait valoir que ses bateaux seraient destinés à naviguer sur tous les fleuves du bassin du Rhin y compris la Moselle luxembourgeoise et qu'ils seraient capables de s'y rendre. Ainsi, ce ne serait que parce que le service de la navigation intérieure aurait refusé ses demandes d'enregistrement dans le port de Mervelt pour la navigation intérieure, qu'elle aurait été contrainte d'enregistrer ses bateaux dans le port d'Anvers alors qu'ils répondraient aux spécificités techniques pour être enregistrés. En conséquence, et dans la mesure où le refus d'enregistrer ses bateaux ne serait pas justifié, la condition tenant à la mise en œuvre de l'investissement sur le territoire luxembourgeois devrait être réputée acquise.

Finalement, la demanderesse donne à considérer que l'article 8 du modèle de convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ci-après « OCDE », de 1977 traitant de la navigation maritime, intérieure et aérienne, et qui serait repris dans la plupart des conventions préventives relatives aux doubles impositions conclues par le Luxembourg, disposerait que « *les bénéfices provenant de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'état contractant où le siège de direction effectif est situé* » et que la notion de trafic international serait définie comme « *tous transports effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effectif est situé dans un état contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant* ». Dans la mesure où son siège de direction effectif ainsi que la gestion de tous ses services administratifs se trouveraient au Luxembourg, elle exercerait une activité de trafic international et ferait figurer ses investissements à l'actif de son bilan et ses bénéfices seraient exclusivement imposés au Luxembourg. Elle estime que l'utilisation de ses bateaux en dehors du territoire luxembourgeois ne suffirait pas pour lui enlever son caractère d'établissement stable au Luxembourg, de sorte qu'elle devrait être considérée comme une entreprise au sens de l'article 14 L.I.R. et devrait par conséquent bénéficier des avantages fiscaux en matière de bonification d'impôt pour investissement comme toute autre société luxembourgeoise se trouvant dans la même situation. Décider le contraire constituerait une entrave à la libre circulation des personnes et des capitaux, sinon un frein à la liberté d'établissement.

Elle estime d'autre part que l'introduction de l'article 152bis L.I.R. et de l'exception tenant aux activités maritimes aurait été une réaction du législateur luxembourgeois à l'arrêt ...de la Cour de Justice des Communautés européennes du 25 juillet 1991 (affaire n° C-221/89) ayant retenu que les exigences de nationalité, de résidence et de domicile imposées par le droit d'un Etat membre pour conditionner l'immatriculation d'un navire étaient contraires à l'article 52 du traité de Rome. Elle fait valoir que l'introduction de l'article 152bis L.I.R. aurait permis au droit luxembourgeois de demeurer en phase avec le traité de Rome en ce qui concerne les entreprises maritimes et qu'elle aurait fait de même avec les entreprises de commerce fluvial. La problématique à laquelle la demanderesse devrait faire face serait similaire à la problématique connue des entreprises maritimes luxembourgeoises dans la mesure où, dans les deux cas, l'investissement serait par nature mobile et utilisé dans le cadre de l'activité de la société de trafic international en dehors du Luxembourg. La seule différence résiderait dans le fait que les bateaux utilisés par elle étaient des bateaux destinés à la navigation fluviale et non à la navigation en haute mer. Or, pour les sociétés maritimes qui exercent un trafic international, la bonification d'impôt pour investissement serait accordée alors que pour les sociétés exerçant un trafic international fluvial elle serait refusée, de sorte qu'il y aurait discrimination. Elle estime en effet que si elle avait affecté ses bateaux sur la seule Moselle luxembourgeoise, elle aurait bénéficié de la bonification d'impôt pour investissement alors que le seul motif à la base du refus serait que les bateaux exercent principalement leurs activités entre la Belgique et les Pays-Bas. D'autre part, elle ne pourrait pas exercer le trafic fluvial sur le seul territoire luxembourgeois, étant donné que l'enregistrement de ses bateaux au port de Mervelt lui aurait été refusé. Cette pratique constituerait un frein sinon une entrave à la libre circulation des personnes.

Saisie par le tribunal administratif, dans une autre affaire, mais concernant la même partie demanderesse, par un jugement du 8 juin 2010 (n° 25669 du rôle) d'une demande de décision préjudicielle portant sur la question de savoir si « *Les articles [56] TFUE et [63] TFUE*

*s'opposent-ils aux dispositions de l'article 152bis, paragraphe 1, de la [LIR] dans la mesure où elles réservent aux contribuables luxembourgeois le bénéfice de la bonification d'impôt pour investissement à la condition que ces investissements [soient] effectués dans un établissement situé au Grand-Duché de Luxembourg et destiné à y rester de façon permanente et [soient] en outre [...] mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois », la Cour de Justice de l'Union européenne, ci-après dénommée « CJUE », a dit pour droit, dans un arrêt du 22 décembre 2010,<sup>2</sup> que : « L'article 56 TFUE doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une disposition d'un Etat membre en vertu de laquelle le bénéfice d'une bonification d'impôt pour investissement est refusé à une entreprise qui est établie uniquement dans cet Etat membre, au seul motif que le bien d'investissement, au titre duquel cette bonification est revendiquée, est mis en œuvre physiquement sur le territoire d'un autre Etat membre ».*

Dans son mémoire supplémentaire, la demanderesse conclut à ce qu'il soit fait droit à sa demande de bénéficier de la bonification d'impôt pour investissement pour les années 2004 à 2006.

L'Etat n'a plus pris position par rapport à l'arrêt précité de la CJUE.

Eu égard à la conclusion ainsi retenue par le prédit arrêt de la CJUE, il y a lieu de retenir que l'article 152bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, L.I.R., en ce qu'il dispose que le bénéfice de la bonification d'impôt pour investissement est notamment conditionné par l'investissement dans un établissement situé au Grand-Duché de Luxembourg, destiné à y rester de façon permanente et mis en œuvre physiquement sur le territoire luxembourgeois, est contraire à l'article 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de sorte que le directeur ne pouvait valablement se fonder sur cette disposition pour rejeter la réclamation de la demanderesse comme étant non fondée.

Le recours est partant fondé en ce sens qu'il y a lieu de conclure que c'est à tort que le directeur s'est basé sur l'article 152bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, L.I.R. pour refuser la bonification d'impôt pour investissement litigieuse, étant donné que cette disposition est contraire au droit communautaire.

Au vu de la conclusion dégagée ci-avant, il n'y a pas lieu de procéder à l'analyse du bien-fondé de la conclusion retenue par le directeur suivant laquelle la demanderesse ne serait pas agréée par le ministre ayant les affaires maritimes dans ses attributions, de sorte à ce qu'elle ne saurait bénéficier de l'exception prévue à l'article 107 de la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, cette analyse étant ainsi devenue superfétatoire.

Il suit de ce qui précède que la décision directoriale doit être réformée dans la mesure où elle a rejeté la réclamation de la partie demanderesse au motif que la condition de la mise en œuvre physique sur le territoire luxembourgeois du bien d'investissement, telle qu'énoncée par le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 152bis L.I.R. n'est pas remplie.

Par ailleurs, force est cependant au tribunal de constater que, dans la mesure où le refus

---

<sup>2</sup> affaire C-287/10 ... S.A. contre Directeur de l'administration des contributions directes



directorial est basé exclusivement sur les motifs analysés ci-avant, sans se prononcer outre ces considérations sur l'éligibilité des investissements litigieux au titre de la bonification d'impôt pour investissement, il ne saurait faire droit à la demande tendant à voir dire et juger que la demanderesse remplit toutes les conditions prévues à l'article 152bis L.I.R. pour pouvoir bénéficier de la bonification d'impôt pour investissement.

Il y a partant lieu de renvoyer l'affaire devant le directeur en prosécution de cause.

La partie demanderesse a encore formulé une demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.500.- euros sur le fondement de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, sans préciser ni la nature des sommes exposées non comprises dans les dépens, ni en quoi il serait inéquitable de laisser des frais non répétables à sa charge.

Or, force est de constater qu'une demande d'allocation d'une indemnité de procédure qui omet de spécifier la nature des sommes exposées non comprises dans les dépens et qui ne précise pas en quoi il serait inéquitable de laisser des frais non répétables à charge de la partie gagnante est à rejeter, la simple référence à l'article de la loi applicable est insuffisante à cet égard,<sup>3</sup> de sorte que la demande afférente est à rejeter pour ne pas être fondée.

#### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, par réformation de la décision directoriale déférée du 29 janvier 2009, n° ... du rôle, dit que le défaut de mise en œuvre physique sur le territoire luxembourgeois des navires de la société anonyme ... S.A. ne constitue pas un motif valable pour refuser l'octroi de la bonification d'impôt pour investissement au sens de l'article 152bis L.I.R. ;

renvoie l'affaire en prosécution de cause auprès du directeur de l'administration des Contributions directes ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de la demanderesse ;

condamne l'Etat aux frais.

---

<sup>3</sup> Voir CA 1<sup>er</sup> juillet 1997, n° 9891C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n°822 et les références y citées

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,  
Claude Fellens, premier juge,  
Annick Braun, premier juge,

et lu à l'audience publique du 26 octobre 2011 par le vice-président, en présence du greffier  
Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 27.10.2011

Le Greffier du Tribunal administratif